L’Espagne révolutionnaire

[[Le sous titre ne figure pas dans l'article original]]

Si les points cités précédemment sont importants parmi les facteurs qui permettent une meilleure compréhension des expériences collectivistes de 1936, l’apport capital sera sans conteste l’entrée dans l’histoire du mouvement ouvrier espagnol des idées de la I^{re} Internationale ou plutôt de la part libertaire de l’Internationale: la pensée de Bakounine. Marx ne croyait pas à la possibilité d’une révolution socialiste à brève échéance en Espagne (voir ce qu’il en écrivait peu avant). Cependant, les quatre premières années, le Conseil général de l’AIT, à Londres, s’occupera huit fois de l’Espagne, et des relations étaient déjà établies entre l’Espagne et l’AIT:

– Septembre 1865: conférence de la I^{re} Internationale à Londres. Plans incluant l’Espagne, mentionnés dans «El Obrero», Barcelone, nov. 1866.

– Décembre 1865: «L’Association», Paris, annonce un congrès ouvrier à Barcelone.

– Septembre 1866: Mollard de Bare est au Conseil général à Londres.

– Septembre 1868: La Ligue sociale républicaine de Barcelone envoie un représentant au Congrès de Londres.
Si l’on en croit la tradition, c’est l’Italien Giuseppe Fanelli qui se fait le porte-parole de Bakounine en débarquant à Barcelone en 1868, car Bakounine ne mettra jamais les pieds en Espagne. Cependant, Casimiro Marti montre que Fanelli n’a pas eu l’importance qu’on lui prête. Des contacts ont eu lieu avant. Pourtant, furent touchés dès ce moment Fernando Garrido, le coopérateur (qui avait déjà rencontré Bakounine en 1864), un groupe de fédéralistes, puis Anselmo Lorenzo qui deviendra célèbre dans le mouvement anarchiste; Gonzalez

Morago aussi, considéré comme le premier anarchiste espagnol. En partant, Fanelli laissait les statuts de l'Alliance de la démocratie sociale et des textes de Bakounine.

En 1869, Farga Pellicer et Gaspar Sentinon rencontrent Bakounine au congrès de l'Internationale à Bâle et confrontent leurs idées avec son programme: la société égalitaire, le collectivisme, la suppression de l'héritage, l'abstentionnisme politique, l'idée révolutionnaire à outrance. Très rapidement, l'enthousiasme souleva des milliers d'adeptes avec pour projet: «l'anarchisme en politique, le collectivisme en économie, l'athéisme en religion.»

Dès 1870, un congrès de l'Alliance était convoqué à Barcelone. Il comprenait «90 délégués, représentant 150 sociétés provenant de 36 localités», soit 40 000 travailleurs mandatés. De ce congrès sortit la Fédération régionale espagnole de l'Internationale qui s'inspira directement de textes rédigés par Bakounine. Dans le discours d'ouverture, Farga Pellicer déclarait: «Nous souhaitons voir finir le règne du capital, de l'État et de l'Église; et sur leurs ruines, nous voulons construire l'anarchie, libre fédération d'associations libres groupant des travailleurs libres.»

En 1872 au Congrès de Cordoue (25 déc. [18]72-2 janv. [18]73) furent approuvées les décisions du congrès de Saint-Imier (15 sept. 1872) qui marquait la rupture définitive entre marxistes et anarchistes. Là seront adoptées les bases fondamentales de l'anarchisme:

«La destruction de tout pouvoir politique est le premier devoir du prolétariat, toute organisation d'un pouvoir politique dit provisoire et révolutionnaire ne peut être qu'une duperie et serait tout aussi dangereuse pour le prolétariat que le pouvoir politique actuel.»

Était mise sur pied l'organisation type de l'anarchisme espagnol avec une fédération formée de sections locales et

professionnelles souverainement indépendantes, libre à tout moment de quitter la Fédération: le conseil fédéral centralisé devenait bureau de la correspondance et de la statistique, sans aucune autorité.

En 1872, le programme de l'Alliance était publié dans «la Federación»:

1. L'Alliance souhaite en premier lieu l'abolition complète des différentes classes de la société, puis l'égalité économique et sociale de toutes les personnes des deux sexes. A cette fin, elle réclame la suppression de la propriété privée et du droit d'héritage...
2. Elle souhaite l'égalité pour les enfants des deux sexes (éducation, alimentation, promotion sociale...).
3. Hostile à tout despotisme, elle rejette l'État sous toutes ses formes et condamne toute action révolutionnaire dont le but immédiat n'est pas le triomphe de la cause des travailleurs sur le capital; elle souhaite en effet que tous les États politiques et autoritaires actuellement existants ne servent plus qu'à assurer le fonctionnement des services publics.
4. Elle refuse de participer à toute action fondée sur un prétendu patriotisme et sur la rivalité entre nations.
5. Elle se déclare athée, souhaite l'abolition de tous les cultes, le remplacement de la foi par la science et de la justice divine par la justice humaine.

1873. Après cinq ans de crise monarchique, proclamation de la République qui durera moins d'un an. Pi y Margall, chef du parti fédéraliste, élu président.

Soulèvement cantonaliste auquel participent les anarchistes.

Le coup d'État militaire de janvier 1874, annonçant une restauration de la monarchie, va plonger dans la clandestinité les organisations ouvrières. Les journaux libertaires sont interdits, les militants déportés, incarcérés ou exécutés.

Pendant sept ans, ce sera la persécution. Elle provoquera un durcissement des militants qui vont alors avoir recours à la violence systématique et aux assassinats. Le congrès clandestin (tenu en juin 1874) de la Fédération régionale espagnole reconnaîtra «comme un devoir l'exercice des représailles». Dans un manifeste aux travailleurs il déclarait: «Dès ce jour, et jusqu'à ce que nos droits soient reconnus, ou que la Révolution sociale ait triomphé, tout exploiteur, tout oisif vivant de la rente, tout capitaliste parasite et jouisseur qui, confiant dans l'impunité que lui promet l'État, aura commis envers nous une offense grave ou aura violé nos droits, tombera sous les coups d'un bras invisible, et ses propriétés seront livrées au feu, afin que notre justice ne s'accomplisse pas au profit des héritiers légaux.»

1876. Mort de Bakounine. Celui-ci exerça-t-il, comme le laisse entendre Casimiro Marti, une sorte de dictature morale? Marti attribue au caractère même du bakouninisme les tendances autoritaires ultérieures de l'anarchisme espagnol; tendances qui tiendront lieu de marxisme, le «remplaceront» jusques et y compris dans la nuance conseilliste.

En 1878, paraît le dernier numéro du bulletin de la Fédération jurassienne. Naissance du «Révolté» de Kropotkine. Une nouvelle théorie: le communisme anarchiste.

1879. Fondation du Parti socialiste.

1881, en février, une conférence extraordinaire marque la fin de la FRE.

Retour au pouvoir du libéral Sagasta qui octroie à nouveau le droit d'association et de réunion qui permettra une relance de l'Internationale sous le nom de *Fédération des travailleurs de la Région espagnole*. Voici un passage du manifeste de la nouvelle Fédération: «Notre organisation, purement économique, est distincte et opposée à celle de tous les partis politiques

bourgeois et ouvriers qui sont organisés en vue de la conquête du pouvoir politique tandis que nous nous organisons pour que les États politiques et juridiques actuellement existants soient réduits à des fonctions simplement économiques, en établissant à leur place une libre fédération de libres associations de producteurs libres. On comprend donc que nous soyons les adversaires de toute politique parlementaire et les champions décidés de la lutte économique, de la politique destructrice de tous les privilèges et de tous les monopoles dus à l'injuste organisation de la société actuelle.»

Deux tendances s'opposent. César Lorenzo les définit ainsi: d'un côté «les vieux militants de formation bakouninienne et les nouveaux venus séduits par le communisme anarchiste de Kropotkine et de Malatesta. [[«Le communisme anarchiste fit son apparition dès la mort de Bakounine en juillet 1876. Il fut conçu par les Italiens qui l'adoptèrent au congrès de Florence d'octobre 1876 et le propagèrent dans toute l'Europe. Pierre Kropotkine systématisa par la suite cette nouvelle doctrine tout en condamnant le terrorisme prôné par certains exaltés; ses avertissements furent vains cependant: anarcho-communisme et terrorisme devinrent presque des synonymes. Errico Malatesta défendit pour sa part les activités insurrectionnelles, ce que l'on appellera dorénavant la «propagande par le fait» alors que cette expression signifiait à l'origine la divulgation des idées révolutionnaires au moyen de réalisations constructives. Au congrès d'Amsterdam, en 1907, Malatesta s'écriera: «Le syndicalisme n'est et ne sera jamais qu'un mouvement légaliste et conservateur, sans autre but accessible – et encore! – que l'amélioration des conditions de travail.»]] Les premiers préconisaient le syndicalisme, l'action de masse, la grève générale et un certain centralisme pour aboutir à une société socialiste où seuls les moyens de production seraient collectivisés et où chaque travailleur serait rétribué «selon ses œuvres». Les seconds repoussaient toute organisation sous prétexte de combattre les moindres germes de bureaucratie, de

temporisation avec le capital et de réformisme soporifique; ils vantaient le mérite des groupes autonomes, de l'initiative révolutionnaire individuelle et du terrorisme pour atteindre sans transition une société communiste intégrale où n'existerait plus la propriété privée des biens de consommation, où chacun produirait selon ses forces et consommerait selon ses besoins (suppression de la monnaie, «prise au tas», travail libre dans la joie), où il n'y aurait ni autorité ni loi puisque les hommes, naturellement bons, auraient réduit à l'impuissance une minorité de méchants: patrons, banquiers, spéculateurs, marchands, gardiens de prison, militaires, policiers, législateurs, prêtres, gros propriétaires, politiciens.

«Les "collectivistes" ou anarcho-syndicalistes purs triomphèrent au congrès de Séville (septembre 1882); ils recommandèrent la prudence, la réflexion, déconseillèrent l'abus des grèves et condamnèrent les activités insurrectionnelles; selon eux, il fallait accomplir un travail préparatoire de longue haleine avant d'entreprendre la Révolution sociale, éduquer les ouvriers, renforcer l'organisation syndicale afin qu'elle puisse remplacer l'État et les organismes bourgeois de gestion. Pourtant, les "anarcho-communistes" ou communistes libertaires l'emportèrent vite en Andalousie, profitant de l'ignominieux "complot de la Main noire" monté de toutes pièces par la police et les éléments réactionnaires dans le but de décapiter les organisations de paysans. Des milliers d'ouvriers agricoles, de parias de la terre, furent incarcérés, torturés, déportés, proscrits ou exécutés (1881-1883). Ces mesures répressives absurdes ne firent qu'exaspérer le paysannat andalou, elles permirent le foisonnement des commandos de représailles et des sociétés secrètes, chers aux "communistes", qu'elles se proposaient justement d'étouffer dans l'œuf. Il était donc tout à fait naturel que dans une telle ambiance le syndicalisme, qui nécessitait un minimum de liberté pour se développer, disparût dans les régions du Sud; les

“collectivistes” se retranchèrent alors en Catalogne.»

Cette lutte de tendance sera la cause de la désintégration de la Fédération, de sa dissolution au congrès de Valence en 1888.

1888. Création de l’UGT, syndicat socialiste

Vers 1889, les anarcho-syndicalistes se regroupaient discrètement dans une petite fédération catalane: le Pacte d’union et de solidarité des travailleurs de la Région espagnole, mais pour disparaître vers 1896.

1891. Période de terrorisme à Barcelone: répression.

1892. Des journaliers se soulèvent à Jerez de la Frontera: répression.

1893 septembre. Pallas tente d’abattre le général Martinez Campos: répression.

1893 novembre. Santiago Salvador lance une bombe: plusieurs morts.

1896 juin. Autre bombe dans une procession: des centaines d’anarchistes et d’anticléricaux arrêtés et torturés. Scandale dans l’opinion publique internationale.

1897 août. Angiolillo assassine Canovas, premier ministre.

1898. À partir de ce moment le terrorisme va être discrédité: la grève générale sera proclamée alors la seule arme révolutionnaire (L’introduction de l’idée de grève générale en Espagne vient du syndicalisme révolutionnaire français; elle est introduite telle quelle sans chercher si elle correspond réellement à la situation du moment.) Sur un mouvement pédagogique populaire très ancien va se greffer un important courant en faveur de la création d’écoles rationalistes: «l’école moderne» de Francisco Ferrer deviendra célèbre. Ferrer déclarait alors ne plus croire à l’action violente,

mais resta très lié aux anarchistes.

1900. Nouvelle apparition de l'Internationale (ancienne façon): c'est la Fédération des sociétés ouvrières de la Région espagnole, à Madrid, qui, un an après, estimait représenter 73 000 travailleurs.

1901. La grève générale révolutionnaire est déclenchée à Gijon, La Corogne et Séville; en 1902 à Barcelone, où la ville est entièrement paralysée pendant 36 heures. L'échec de cette grève se solde par 40 morts. De 1903 à 1905, il y aura des grèves d'inspiration anarchiste en Andalousie.

Cependant, dès 1902, un regroupement de travailleurs, «Solidarité ouvrière», essaie de mettre en place une organisation syndicale qui, quelque temps après, avec l'alliance de militants socialistes, va s'élever au rang de centrale syndicale neutre, apolitique, pour la défense des intérêts matériels des travailleurs. Cette centrale se démarque nettement de la Fédération régionale espagnole; cette dernière en se sabordant en 1905 mettra en quelque sorte le point final à l'Internationale.

Ces années verront une suite d'événements qui amèneront les anarchistes espagnols à revoir leur position par rapport aux syndicats.

Il n'est pas dit que l'influence du syndicalisme français soit prépondérante, mais on y retrouve des idées des anarcho-syndicalistes français comme Pelloutier, mort en 1901. En 1907, le congrès anarchiste d'Amsterdam, parce qu'il recommandera aux militants d'entrer dans les syndicats, est important pour l'anarchisme. Le facteur essentiel est sans doute l'émeute de juillet 1909 à Barcelone, «la semaine tragique», provoquée par la mobilisation des réservistes pour la guerre du Maroc, qui se transforma en insurrection de la Catalogne avec proclamation de la grève générale révolutionnaire. Plus de cent morts sont comptés quand les

insurgés se rendent; de nombreux syndicalistes sont arrêtés et Ferrer accusé d'être le principal instigateur des troubles est fusillé en octobre. Un choc psychologique secoua les travailleurs qui adhérèrent alors en masse aux syndicats. Ce fut le cas des ouvriers anarchistes qui mirent alors les réformistes en minorité. «Solidarité ouvrière», gonflée de l'apport anarchiste, s'installait au niveau national, renouant avec l'anarcho-syndicalisme mûri, plus dur. La CNT (Confédération nationale du travail, syndicat anarchiste, mais pas seulement composée d'anarchistes) était créée le 1er novembre 1910.

En septembre 1911, date de son premier congrès, la CNT compte 30 000 membres, mais, déclarée hors la loi après une grève générale de protestation contre la guerre du Maroc (le premier ministre sera assassiné par un anarchiste), elle se retrouve à 15 000 en 1915; pour atteindre 74 000 en 1918, 350 000 à la fin de 1918 et 760 000 fin 1919: les anarchistes bénéficient de l'enthousiasme pour la révolution russe, encore mal connue. La CNT adhère à l'Internationale syndicale rouge en 1920; elle en sortira rapidement après le voyage de ses délégués Pestaña et Leval à Moscou en 1921 et l'écrasement des anarchistes ukrainiens. À signaler aussi le boom économique, conséquence de la Première Guerre mondiale. Le million de membres atteint en 1921 fera de ce syndicat, sous influence anarchiste, le premier d'Espagne.

Cette époque sera très agitée: l'état de siège, l'état de guerre, la loi martiale, le lock-out répondent au sabotage, au boycottage, aux attentats, à la grève. Les militants sont abattus par les tueurs professionnels; les syndicats en possèdent également: 700 assassinats politiques sont à signaler en Catalogne de janvier 1919 à décembre 1923. C'est le temps des «pistoleros». En 1920, les anarchistes de Saragosse attaquent les casernes...

Cependant, quand Primo de Rivera prendra le pouvoir en 1923,

la CNT replongera dans la clandestinité. La dictature était la réponse de la bourgeoisie aux grèves partielles ou générales qui se sont succédé de 1911 à 1923 où l'UGT (socialiste) est souvent unie à la CNT. Le même phénomène se produira partout où un mouvement révolutionnaire mettra en danger le pouvoir établi: en Italie avec Mussolini, au Portugal avec Salazar, en Pologne avec Pilsudski, etc.

1921. Fondation du Parti communiste espagnol. Le marxisme ne «prendra» pas en Espagne, du moins jusqu'aux années 30, sous une autre forme que diffuse, purement nominale. «L'aide russe» modifiera la situation.

La CNT interdite luttera difficilement. Par contre, l'UGT profitera de cette période: Largo Caballero, son secrétaire, collaborera avec Primo de Rivera, il sera dans cette période membre du Conseil d'État.

En juillet 1927, la FAI (Fédération anarchiste ibérique) était créée, d'abord pour lutter contre la dictature de P. de Rivera et par la suite pour s'opposer à la tendance réformiste de la CNT. La FAI, c'était «l'organisation spécifique anarchiste» avec à sa base des groupes autonomes. Les faïstes entreprirent la conquête de la CNT pour en chasser les réformistes, les francs-maçons, les marxistes et les mous. En 1930, chute de Primo de Rivera. Des élections communales sont alors organisées pour tâter le terrain, en avril 1931. La CNT jusque-là antiélectoraliste y participera (un argument: faire libérer 30 000, détenus politiques): ce sera le triomphe de la gauche et la chute de la monarchie. La république est proclamée. Aux élections législatives de juin 1931, républicains et socialistes seront au pouvoir.

À ce moment se tient un congrès de la CNT où triomphent les idées «réformistes». La FAI s'appliquera à en empêcher toute application, ce qui ne se fera pas sans violences. La réplique sera donnée dans le Manifeste des trente dont voici quelques passages significatifs:

«Aux camarades, aux syndicalistes, à tous.

«L'histoire nous dit que les révolutions ont toujours été faites par les minorités audacieuses qui ont poussé le peuple contre les pouvoirs constitués. Mais pour qu'elles fassent la révolution, suffit-il qu'elles se le proposent? Suffit-il qu'elles le veuillent pour que la destruction du régime au pouvoir soit un fait? Nous allons le voir.

«Un beau jour, ces minorités, qui comptent parmi elles quelques éléments agressifs, profitant d'une surprise, affrontent la force publique, se mesurent à elle et provoquent le fait violent qui peut nous conduire à la révolution.

«Une préparation rudimentaire, quelques éléments de choc pour commencer, et c'en est assez. On se fie, pour le succès de la révolution, au courage de quelques individus et à l'intervention problématique des foules qui les seconderont quand ils seront descendus dans la rue.

«Pour vaincre les mastodontes de l'État, nul besoin de rien préparer ni de compter sur quoi que ce soit, ni de penser à autre chose qu'à se précipiter dans la rue.

« Penser que l'État a des moyens de défense formidables, qu'il est difficile de le détruire tant que les ressorts de son pouvoir, son économie, sa justice, son crédit moral et économique ne seront pas ébranlés par les malversations et les maladresses qu'il commet, l'immoralité et l'incapacité des dirigeants et l'affaiblissement des institutions, penser qu'avant cela l'État peut être détruit, c'est perdre son temps, oublier l'histoire et méconnaître la psychologie humaine elle-même. Or on oublie cela, on est en train de l'oublier actuellement et on finit par oublier jusqu'à la morale révolutionnaire. On confie tout au hasard, on attend tout de l'imprévu, on croit aux miracles de la Sainte Révolution, comme si la révolution était une panacée, et non un fait douloureux et cruel que l'homme doit créer au prix de

la souffrance de son corps et de la douleur de son esprit.

«Ce concept de révolution, fils de la plus pure démagogie, patronné pendant des dizaines d'années par les partis politiques, qui ont cherché et souvent réussi à prendre d'assaut le pouvoir, a, paradoxalement, des défenseurs dans nos milieux et il a été réaffirmé par certains groupes de militants. On y verse, sans s'en apercevoir, dans tous les défauts de la démagogie politique ; des défauts qui nous conduiraient, si la révolution se faisait et triomphait dans ces conditions, à la remettre entre les mains du premier parti venu, ou à prendre le pouvoir pour gouverner nous-mêmes, comme un quelconque parti politique.

«Pouvons-nous, devons-nous adhérer, la Confédération nationale du travail peut-elle adhérer à cette conception catastrophique de la révolution, du fait, du geste révolutionnaire?

«La révolution simpliste conduira au fascisme républicain.

«Face à ce concept simpliste, classique et quelque peu spécial, qui nous conduirait actuellement à un fascisme républicain, nous disons bien un fascisme déguisé sous le bonnet phrygien, il en est un autre, le vrai, le seul qui ait un sens ouvert et pratique, celui qui peut nous conduire, qui nous conduira indéfectiblement à notre objectif final.

«Ce dernier requiert non seulement la préparation d'éléments agressifs, de moyens de combat, mais celle d'éléments moraux: ils sont aujourd'hui les plus forts, les plus destructeurs et les plus vulnérables.

«La révolution ne se fie pas à la seule audace des minorités – plus ou moins audacieuse – elle doit être le mouvement irrésistible du peuple en masse, de la classe travailleuse qui chemine vers sa libération définitive, des syndicats et de la Confédération qui déterminent le fait, le geste et le moment propice à la révolution.

«Ne pas croire qu'elle est seulement ordre et méthode, voilà certes qui doit entrer pour beaucoup dans sa préparation et dans la réalisation même; mais on doit aussi laisser assez de place à l'initiative individuelle, au geste et à l'acte qui incombe à l'individu.

«Face au concept incohérent et chaotique des uns se dresse celui des autres, ordonné, prévoyant et cohérent. Le premier équivaut à jouer à la mutinerie, à l'algarade, à la révolution.

«C'est, en réalité, retarder celle-ci. La différence est donc considérable. Pour peu qu'on y songe, on remarquera les avantages des deux procédés. Que chacun décide lequel il adoptera.

«Le lecteur comprendra aisément que nous n'avons pas écrit et signé ce qui précède par fantaisie, pour le plaisir capricieux de voir nos noms au bas d'un écrit à caractère public et de nature doctrinale.

«Notre décision est prise: nous avons adopté une position que nous estimons nécessaire aux intérêts de la Confédération et qui se rattache à la deuxième des conceptions de la révolution exposées plus haut.

«Ceux qui nous proposent la révolution simpliste se changeront en dictateurs.

«Nous voulons une révolution née d'un profond sentiment populaire, comme celle qui se forge aujourd'hui et non une révolution qui nous serait offerte et que prétendent apporter quelques individu qui, s'ils y arrivaient, et quel que soit leur nom, se changeraient en dictateurs au lendemain de leur triomphe.

«Mais cela, c'est nous qui le voulons et le désirons. La majorité des militants de la Confédération le veulent-ils aussi? C'est ce que nous souhaitons élucider, ce qu'il faut

mettre au clair dès que possible.

«La Confédération est une organisation révolutionnaire; elle ne cultive pas l'algarade, la mutinerie, elle n'a pas le culte de la violence pour la violence, de la révolution pour la révolution.

«Dans cette conviction, nous nous adressons à tous les militants. Nous leur rappelons que l'heure est grave et nous soulignons la responsabilité que chacun va prendre en agissant ou en s'abstenant.

«Si, aujourd'hui, demain, après-demain, on les incite à un mouvement révolutionnaire, qu'ils n'oublient pas qu'ils se doivent à la Confédération nationale du travail, à une organisation qui a le droit de se contrôler elle-même, de veiller sur ses propres mouvements, d'agir de sa propre initiative et de se décider par volonté propre; que c'est la confédération qui, suivant ses propres voies, doit dire comment, quand et dans quelles circonstances elle doit agir, qui est dotée d'une personnalité et de moyens propres pour faire ce qu'elle a à faire.

«Que tous sentent le caractère décisif du moment exceptionnel que nous vivons. Qu'ils n'oublient pas que l'acte révolutionnaire peut échouer aussi bien que mener à la victoire, et que dans ce cas on doit tomber avec dignité ; dans la révolution, tout acte sporadique conduit à la réaction et au triomphe des démagogies.

«Maintenant, que chacun adopte l'attitude qu'il estime la meilleure. Vous connaissez la nôtre. Fermes dans cette décision, nous la maintiendrons à tout moment et en tout lieu, même si, ce faisant, nous sommes emportés par le courant contraire.»

(Extraits du Manifeste des 30, Barcelone, août 1931)

Les «trentistes» expulsés de la CNT se retrouvent dans les «syndicats d'opposition». Dans les années qui suivent, les

anarchistes accentueront la «gymnastique révolutionnaire» qui doit conduire à l'instauration du communisme libertaire; la source d'inspiration essentielle sera l'expérience ukrainienne animée par Makhno, Archinov, Voline, etc.

Il nous a paru utile de reproduire ces textes des anarchistes russes qui ont fortement influencé les camarades espagnols:

«Destruction immédiate de la réaction: Pendant l'insurrection, nous devons, à la première occasion favorable, procéder à l'expropriation immédiate de tous les moyens de production et de tous les produits de consommation et rendre le monde ouvrier le maître réel de toute la richesse sociale. En même temps, nous devons détruire tous les restes de l'autorité étatiste et de la domination de classe [...], détruire tous les actes juridiques de la propriété privée, tous les enclos, tout droit exclusif [...], fusiller les chefs militaires et policiers les plus en vue [...], nous devons être impitoyables, car la moindre faiblesse de notre part pourra coûter dans la suite à la classe ouvrière toute une mer de sang.» («Notre tactique», anonyme, «le Réveil», 27-7-1921).

«Spontanéité révolutionnaire: La première période de la révolution russe a démontré que le peuple lui-même, sans direction d'un parti quelconque, procède à l'expropriation des terres et des fabriques, et la réalise sur une échelle beaucoup plus vaste qu'avec l'aide des décrets gouvernementaux ou avec l'intervention d'un gouvernement «révolutionnaire»... («le Réveil», 6-8-21)

«Organisation de l'économie: Une foule de comités volontaires ou élus doivent, à notre avis, se créer pour répartir tout ce qui a été exproprié [...]. L'échange et la répartition équitables d'objets nécessaires à la ville et au village constitueront la troisième partie de notre tactique créatrice.» (Ibidem)

«Défense de la révolution et antimilitarisme: Les bolchévistes

ont recruté leur armée rouge; nous proposons l'armement de tout le peuple insurgé. Il est vrai que partisans et armée, c'est toujours la même chose [...]. Seulement, l'armée créée par la contrainte veut l'assujettissement complet à ceux qui l'ont créée [...]. Notre organisation de détachements armés s'unissant librement a pour rôle l'écrasement de la réaction sur place.» («Notre tactique», anonyme, «le Réveil», 6-8-21)

«Emploi limité de la violence: Notre violence n'est autre chose que la pratique de la résistance contre les violents, mais en aucun cas nous n'admettons la violence – surtout organisée – contre les neutres, les sympathisants au mouvement révolutionnaire et particulièrement contre les camarades aux idées plus avancées que les nôtres.» (Ibidem)

Quant à l'organisation économique nouvelle qui doit suivre la révolution, elle est décrite dans de nombreux livres et brochures: «les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale» de Pierre Besnard, traduit en 1931, donne les définitions suivantes: «Industrie: Comité d'atelier, conseil d'usines, syndicat ouvrier d'industrie, unions locales et régionales; Fédérations nationales et internationales d'industrie; conseil économique du travail. Le comité sera révocable à tout moment par ces assemblées ou congrès. Agriculture (fermiers et métayers): il faudra s'efforcer de leur faire comprendre la nécessité de l'exploitation commune et collective. De cette façon, il ne subsistera que deux sortes d'exploitations agricoles: les exploitations collectives et les exploitations artisanales. La suppression de l'héritage fera disparaître la deuxième catégorie complètement au bout d'une génération. Échanges internationaux: Le troc et le paiement en monnaie. L'or ne sera qu'un moyen, qu'un instrument d'évaluation et rien d'autre. Échanges nationaux: Nous connaissons trop les méfaits de l'argent pour continuer à l'utiliser dans les échanges. La distribution se fera sur la présentation de la carte de travail ou d'individualité. Les prix seront invariables et s'évalueront en ancienne monnaie; il n'y aura

pas “paiement réel”, ce sera un “jeu d’écritures”. Conclusion: Qu’on ne vienne pas surtout, par impuissance ou par paresse, affirmer encore, comme on l’a fait jusqu’alors, que l’improvisation suffira à tout, qu’il est inutile de prévoir.» Mêmes idées dans «le Communisme libertaire» d’Isaac Puente (1932), «le Monde nouveau» de Pierre Besnard (1934), «Organismo économico de la révolución» de Santillan (1936).

En janvier 1932, la FAI et des communistes de gauche déclenchent l’insurrection dans le Llobregat. Le communisme libertaire est proclamé. Tout se termine par la déportation de centaines de militants.

En août, un général fasciste tente un coup d’État. La République au pouvoir va faire l’essai d’une réforme agraire. Des lois sont adoptées en septembre 32. «La loi s’appliquait seulement à l’Andalousie, l’Estrémadure, trois provinces de Castille (Ciudad Real, Tolède et Salamanque) et la province d’Albacète. Toutes les terres non exploitées ayant plus de vingt hectares pouvaient être expropriées par l’Instituto de Reforma Agraria, qui paierait une indemnité calculée sur la valeur totale du terrain selon l’impôt versé. L’État prendrait les terres en charge et les distribuerait à des paysans choisis individuellement ou à des coopératives paysannes. Dans les deux cas, l’État serait le nouveau propriétaire.» (Hugh Thomas, «la Guerra civile española», 1960)

Voici comment Brenan décrit la formation de collectivités UGT: «Un employé de la fédération UGT des travailleurs de la terre se rendait chez un propriétaire, à la tête d’une importante délégation de chômeurs, et l’invitait à céder une partie de ses terres pour la création d’une propriété collective. Lui-même en serait membre et en tirerait des bénéfices. Tous les papiers étaient préparés à l’avance: on l’invitait à signer séance tenante. Étant donné les circonstances, rares étaient ceux qui avaient le courage de refuser. C’est ainsi qu’une centaine de fermes collectives furent créées dans la province de Ciudad Real, et presque autant dans celle de

Tolède. On en constitua d'autres du côté de Jaen, de Badajoz et de Valence. Félix Torres ouvrit à Valdepenas une école où l'on enseignait à conduire les tracteurs et à tenir un livre de comptes. Malgré la faiblesse des capitaux et le nombre réduit des propriétés collectives capables d'acheter des tracteurs, la plupart de ces fermes semblent avoir fonctionné de façon assez satisfaisante pour pouvoir subsister jusqu'à la fin de la guerre civile.»

De 1932 au 9 mars 1933, 88 121 hectares furent distribués à 28 195 travailleurs.

En janvier 1933, nouveau soulèvement inspiré par les libertaires, en Catalogne, dans le Levant, en Andalousie. On proclame le communisme libertaire. Les 25 victimes de Casas Viejas provoquent l'indignation générale, discréditent les socialistes.

Aux législatives de novembre 1933, les anarchistes ne soutiendront plus les socialistes; ils prêcheront l'abstention avec beaucoup de vigueur. Ce sera la débandade de la gauche électorale: la droite triomphe avec quatre fois plus d'élus. Mais les anarchistes avaient prévenu que si la droite l'emportait ce serait la révolution. Et le 8 décembre 1933, c'est le soulèvement de Saragosse, puis de tout l'Aragon, de Barcelone, Grenade, etc. Le communisme libertaire est proclamé, mais c'est encore l'échec. L'arrivée au pouvoir après les élections de novembre 33, de Gil Robles est marquée par l'annulation des décrets sur la réforme agraire (en février et mai 34).

En octobre 1934, dans les Asturies, socialistes, communistes et anarchistes unis déclenchent l'insurrection. «Presque partout les moyens de production furent collectivisés, la propriété abolie, la monnaie supprimée.» L'opération se solde par plus de 6 000 morts, 40 000 arrestations. La répression est terrible.

En janvier 1936, dissolution des Cortès. La CNT participe aux élections de février. C'est le triomphe de la gauche. La réforme agraire est rétablie. Des occupations de terres ont lieu qui seront légalisées par la suite. 750 000 hectares environ auraient été répartis de février à juillet 36. Des centaines de collectivités fonctionnent sous l'influence socialiste. Dès ce moment, les généraux Mola, Sanjurjo et Franco, envisagent avec précision un coup d'État.

Février 36. Fondation du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste) qui rassemble alors des groupes marxistes oppositionnels ayant d'ailleurs aussi rompu avec Trotsky. La terreur rouge exercée par les hommes de Staline et la Guépéou poussera ces marxistes non orthodoxes à un front commun avec la CNT et la FAI.

Le 1er mai 1936, au congrès de la CNT à Saragosse, c'est le triomphe des idées faïstes malgré les échecs répétés des insurrections. Les syndicats d'opposition réintègrent la CNT. On évalue alors à 1 500 000 le nombre des adhérents.